

Table des matières

01	Inégalités: menace pour la cohésion sociale? « <i>OECD Factbook 2013: Economic, Environmental and Social Statistics</i> »	2
02	PME: la solution pour le développement en Amérique latine? « <i>Latin American Economic Outlook 2013</i> »	3
03	Mesurer la valeur ajoutée: un nouvel agenda pour les politiques commerciales? Nouvelle base de données «TIVA»	4
04	TVA: consommateurs peu mais bien taxés en Suisse? « <i>Consumption Tax Trends 2012</i> »	5
05	La formation en Suisse: système efficace mais coûteux? « <i>A Skills beyond School Review of Switzerland</i> »	6
06	Aide publique au développement: l'approche multilatérale est-elle la solution? « <i>The Architecture of Development Assistance</i> »	7
07	Egalité des sexes: il reste encore du travail! « <i>Inégalités hommes-femmes: il est temps d'agir</i> »	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

01. Inégalités: menace pour la cohésion sociale? «OECD Factbook 2013: Economic, Environmental and Social Statistics»

L'«OECD Factbook 2013» est la huitième édition de l'encyclopédie statistique de l'OCDE. Le monde s'est profondément modifié depuis la première publication en 2005. A l'époque, la croissance économique était encore forte dans la plupart des pays de l'OCDE, le chômage était bas et la confiance dans les marchés financiers sans limites. Il ne subsiste plus grand-chose de cela aujourd'hui. Le «Factbook» présente l'évolution des indicateurs économiques et sociaux au cours de cette période.

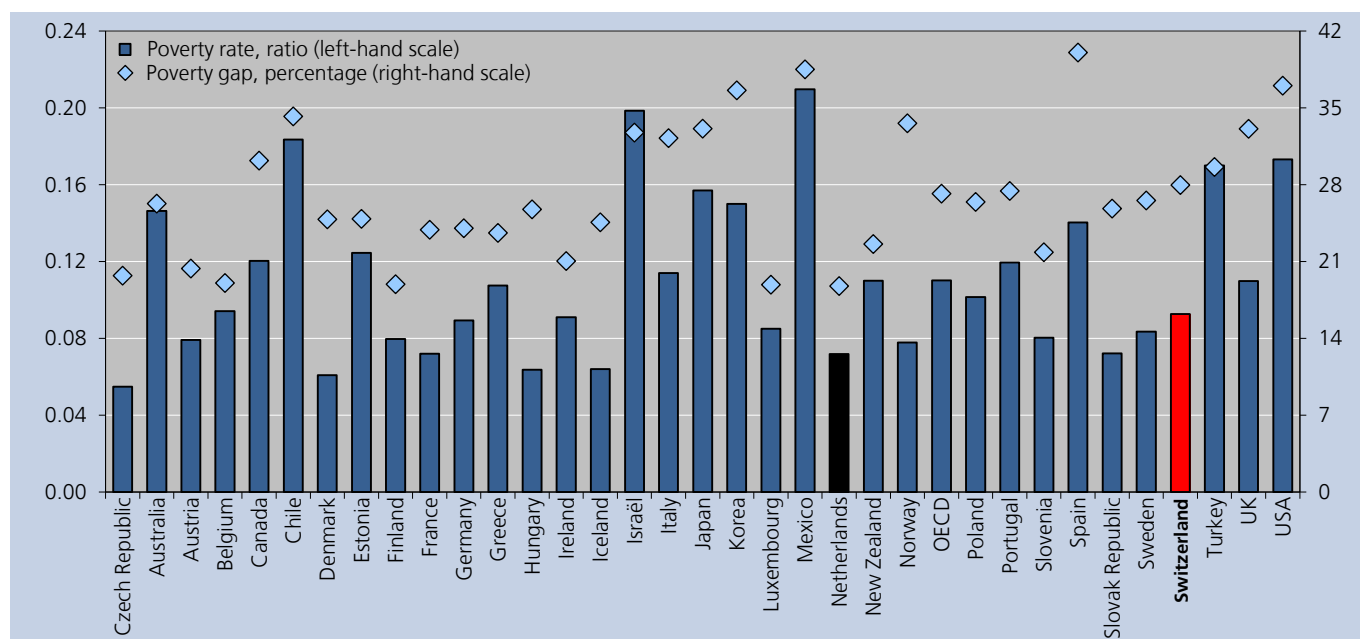
En quelque sorte comme réponse à la crise persistante, cette dernière édition contient un nouveau chapitre sur la situation des ménages privés en termes de revenus et de patrimoine. Ce chapitre présente des indicateurs comme la répartition des revenus, l'endettement des ménages et le taux d'épargne. Les pays de l'OCDE sont caractérisés par de très grandes différences en ce qui concerne les inégalités. L'inégalité est la plus basse en Slovaquie, au Danemark et en Norvège, alors qu'elle est maximale au Chili, au Mexique et en Turquie. Ce qui est le plus frappant, c'est que l'inégalité a progressé presque partout durant

ces 20 dernières années, et de manière la plus marquée en Finlande, en Nouvelle-Zélande et en Suède. Le taux de pauvreté a également progressé pendant cette période. En Suisse, les inégalités de revenus et le taux de pauvreté se situent légèrement en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE. Toutefois, le revenu des pauvres s'y trouve clairement en dessous du seuil de pauvreté, ce qui est l'indice d'un «poverty gap» important pour la Suisse (voir graphique). La raison à cela est à rechercher dans un système de redistribution moins développé que dans d'autres pays de l'OCDE.

En plus de cela, l'édition de cette année contient un chapitre particulier sur la problématique des rapports entre hommes et femmes, ce qui est un des thèmes centraux de l'OCDE. Les données proviennent de la publication beaucoup plus complète de l'OCDE intitulée «Closing the Gender Gap: Act Now» (cf. article sur ce thème dans la Newsletter).

> Table des matières

Poverty rates and poverty gaps (late -2000s)



02. PME: la solution pour le développement en Amérique latine? «Latin American Economic Outlook 2013»

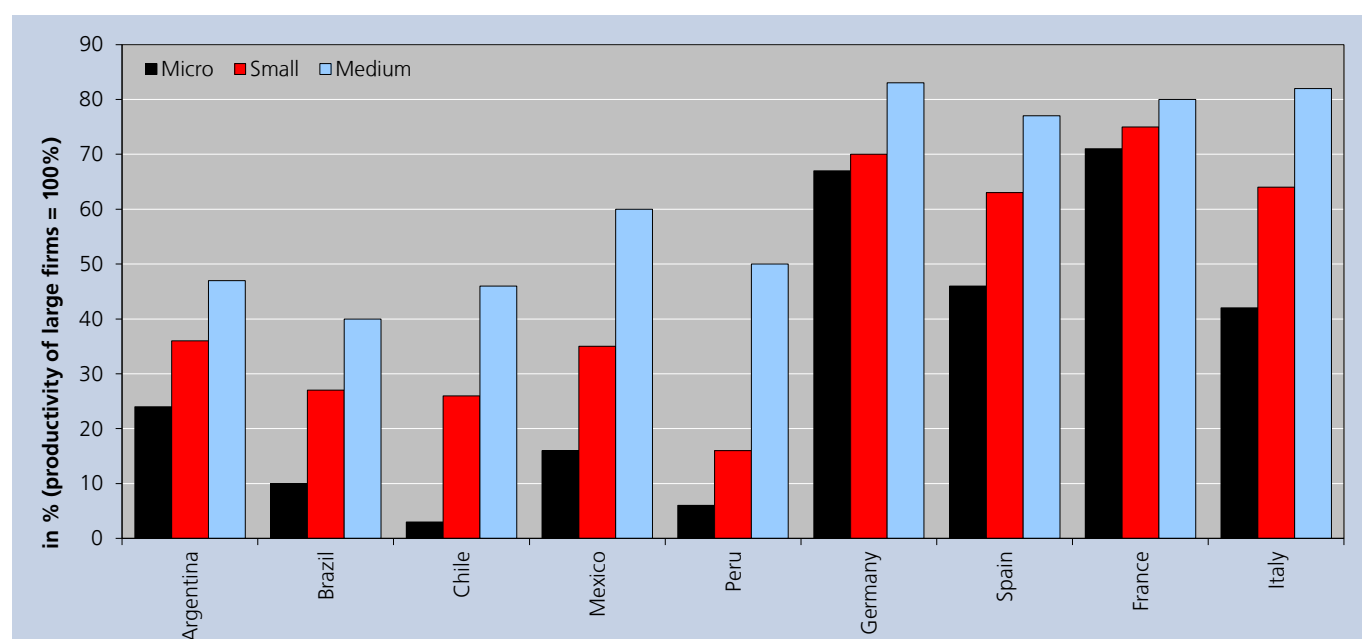
L'Amérique latine se doit d'appliquer des politiques qui assurent aux petites et moyennes entreprises (PME) un accès accru au financement et qui permettent le développement de leurs compétences. Les PME latino-américaines sont extrêmement diverses. Comme développé dans le «Latin American Economic Outlook 2013», elles fonctionnent de manière informelle, avec un capital humain restreint. Elles peinent à s'assurer un financement externe et leurs standards techniques sont bas. A l'autre extrémité de l'éventail, on trouve des PME à croissance rapide, les «gazelles», très dynamiques en termes de chiffre d'affaires et de création d'emplois elles savent saisir les opportunités offertes par le marché et investissent dans l'innovation. On ne saurait appliquer des politiques uniformes à un groupe si disparate. Certaines entreprises souffrent de contraintes internes (par exemple le manque de compétence de l'entrepreneur), alors que d'autres sont freinées par un environnement extérieur défavorable.

En Amérique latine, on connaît au moins deux définitions s'appliquant aux PME. L'une se base sur le nombre d'employés, et l'autre sur le chiffre d'affaires. La première fait abstraction des différences considérables entre secteurs, de sorte que la contribution des PME à la production totale d'un pays est souvent surestimée. C'est pourtant ce critère qui est appliqué par les services statistiques nationaux. Ceux qui définissent les politiques tendent à

définir la taille des entreprises par le chiffre d'affaires. Ceci dit, même s'il est difficile de comparer les données d'un pays à l'autre, on peut dresser un [tableau général](#) comparé de la région en termes de productivité relative et de taille. Les PME latino-américaines font preuve d'une productivité relative moyenne plus basse que celle de nombre de pays membres de l'OCDE. Les niveaux de productivité nationaux relatifs aux grandes entreprises se situent entre 16% et 36% en Amérique latine, alors qu'en Europe, les taux vont de 63% à 75% (voir tableau ci-dessous). Les écarts de productivité ont une influence négative sur le niveau de salaires, avec des conséquences importantes sur la distribution des revenus et les inégalités. En 2008, plus de 70% des travailleurs de la région étaient employés dans des secteurs à basse productivité (agriculture, construction, petit commerce,...), 20% l'étaient dans des secteurs à productivité moyenne, et 8% seulement l'étaient dans des secteurs à haute productivité. Si l'on catégorise les entreprises selon la taille, 99% sont en Amérique latine (tout comme d'ailleurs dans les pays membres de l'OCDE) des PME. Les PME contribuent de manière décisive à la production et sont des agents de changement structurel qu'il faut appuyer.

> Table des matières

Relative productivity in selected Latin American and OECD countries



03. Mesurer la valeur ajoutée: un nouvel agenda pour les politiques commerciales? Nouvelle base de données «TiVA»

L'émergence de la fragmentation des processus de production et de vente au niveau mondial (chaînes de valeur mondiale) a incité l'OCDE et l'OMC à développer, en complément aux statistiques traditionnelles, une nouvelle base de données «TiVA» pour mesurer les échanges selon la valeur qui est ajoutée par un pays dans la production de biens et services exportés. Les nouvelles données présentées le 16 janvier 2013, offrent une vision plus complète des relations commerciales entre les nations et illustrent à quel point les produits ne seraient désormais plus «made in Switzerland, USA or China» mais plutôt «made in the world».

La part élevée de contenu étranger dans la valeur totale des exportations de certains produits (entre autres dans l'industrie automobile en Allemagne, l'industrie électronique en Chine ou l'industrie pharmaceutique en Suisse), montre à quel point l'accès à des importations efficaces de biens intermédiaires est important pour les exportations d'un pays. En Suisse, en moyenne 31% de la valeur totale des exportations provient en réalité d'autres pays (voir graphique), ce qui laisse entendre une bonne intégration de la Suisse dans les chaînes de valeurs mondiales. Cette valeur atteint 61% au Luxembourg ou alors, à l'opposé de l'échelle, 7% en Russie et 11% aux Etats-Unis. Autre conséquence des nouvelles données, les balances commerciales bilatérales peuvent être très différentes. L'excédent commercial bilatéral de la Chine avec les Etats-Unis est inférieur de 25% s'il est calculé en valeur ajoutée. Ceci

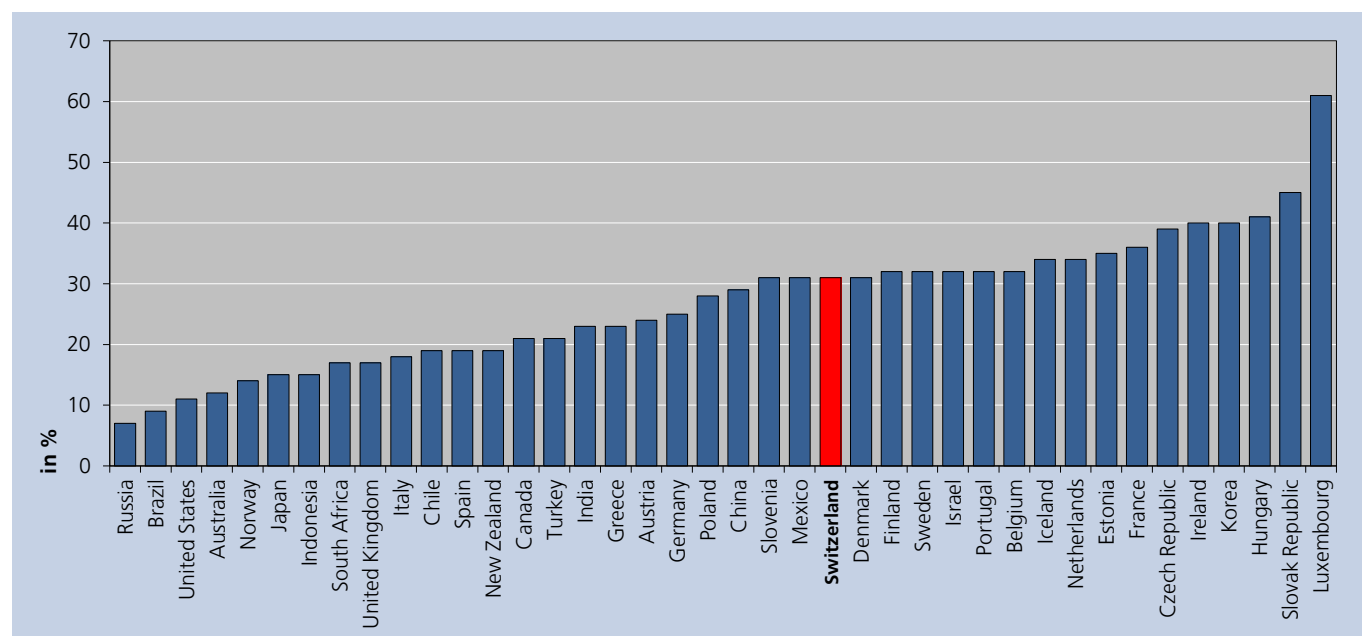
s'explique par le fait qu'une proportion considérable des exportations de la Chine incorpore un contenu étranger provenant principalement d'autres pays asiatiques, qui, à leur tour, voient leur balance commerciale avec les Etats-Unis s'améliorer.

Les nouvelles statistiques permettent également de relever que la part des services dans le commerce mondial est bien plus importante de ce qui était chiffré jusqu'à présent. Alors que les services représentent moins d'un quart de l'ensemble des échanges d'après les données commerciales traditionnelles en 2009, en valeur ajoutée cette part passe à environ 50% en moyenne pour les exportations des pays de l'OCDE (y compris la Suisse). Il en résulte que les services apportent une importante valeur ajoutée aux biens manufacturés (par exemple au niveau de la logistique).

En conclusion, le message que l'OCDE et l'OMC souhaitent faire passer avec ces nouvelles statistiques est clair: l'amélioration de la productivité et de la compétitivité d'un pays dans un monde régi par les chaînes de valeur mondiales passe par la réduction des obstacles aux importations de biens intermédiaires et de services. Les décideurs politiques et les négociateurs disposent désormais d'éléments d'analyses supplémentaires qui pourraient faire évoluer les agendas des négociations commerciales à l'avenir.

> Table des matières

Foreign value added content of gross exports by country in %, Total, 2009

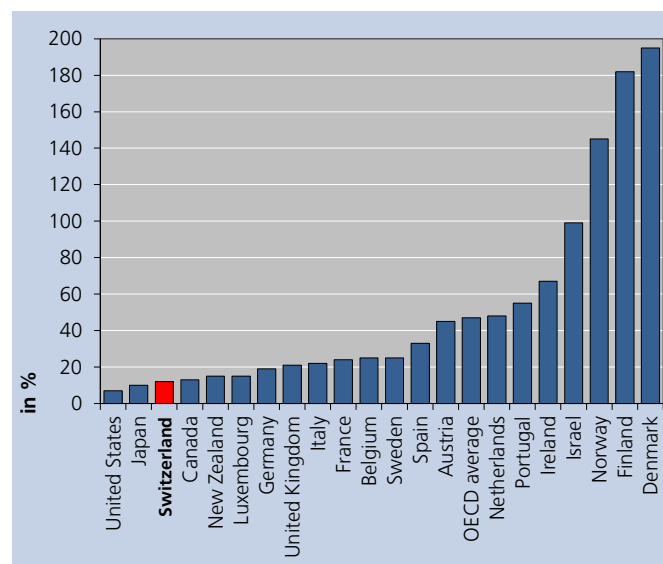


04. TVA: consommateurs peu mais bien taxés en Suisse? «Consumption Tax Trends 2012»

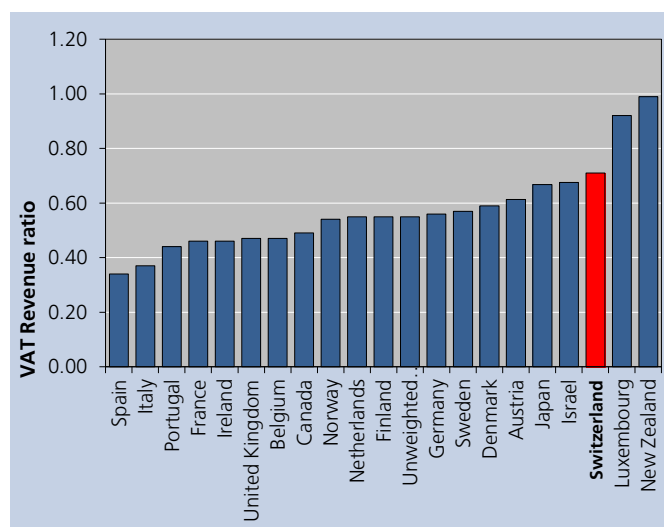
Les comparaisons régulières effectuées par l'OCDE dans le domaine des taxes à la consommation comme dans de nombreux autres permettent de situer notre pays et à prendre de la hauteur dans un domaine très technique où les discussions au niveau national sont souvent rendues opaques par la défense de multiples intérêts individuels.

La récente publication «Consumption Tax Trends 2012» confirme non seulement que la Suisse est, après le Canada, le pays de l'OCDE qui compte le taux d'imposition le plus bas au niveau de la taxe à la valeur ajoutée, mais aussi que le potentiel de prélèvement de cet impôt est relativement bien utilisé. Comme le montre le graphique ci-dessous, la Suisse se classe parmi les pays dans lesquels les recettes prélevées se rapprochent le plus du revenu potentiel maximal obtenu en imposant la consommation nationale sans faire aucune exception. Il est donc probable que si la simplification des taux proposée par les repré-

Maximum overall tax rate applied upon sale and registration of passenger cars



VAT Revenue ratio 2009



sentants des PME pour alléger les charges administratives était appliquée, notre pays pourrait alors rejoindre la Nouvelle-Zélande qui a un taux proche de 100%.

Un autre chapitre de cet ouvrage s'intéresse à certaines formes spécifiques de la consommation. Il montre ainsi que les taxes spéciales appliquées aux achats et à la mise en circulation de véhicules automobiles (voir graphique ci-dessus) varient fortement selon les pays. Certains pays imposent des taxes écologiques, d'autres considèrent la voiture comme un bien de luxe. Ces taxes restent parmi les plus basses en Suisse, alors que les pays nordiques vont même jusqu'à prélever des impôts qui dépassent le prix de production des véhicules!

> Table des matières

05. La formation en Suisse: système efficace mais coûteux?

«A Skills beyond School Review of Switzerland»

Le rapport «A Skills beyond School Review of Switzerland» traite de la formation professionnelle supérieure en Suisse, un élément central du paysage suisse de la formation. 20% des preneurs d'emploi en Suisse ont passé un examen fédéral ou suivi une formation dans une école supérieure. Les Suisses suivent deux fois plus souvent une formation débouchant sur un diplôme du type tertiaire B (Examens professionnels fédéraux / fédéraux supérieurs) que la moyenne des pays de l'OCDE. Par contre, le pourcentage des diplômés du tertiaire A (Hautes écoles spécialisées, Universités / EPF) se situait en 2008 à 32%, soit légèrement en dessous de la moyenne de l'OCDE, qui était de 38%. Il existe des hautes écoles spécialisées ailleurs au sein de l'OCDE, mais les brevets et examens professionnels supérieurs fédéraux constituent eux une sorte de spécialité suisse.

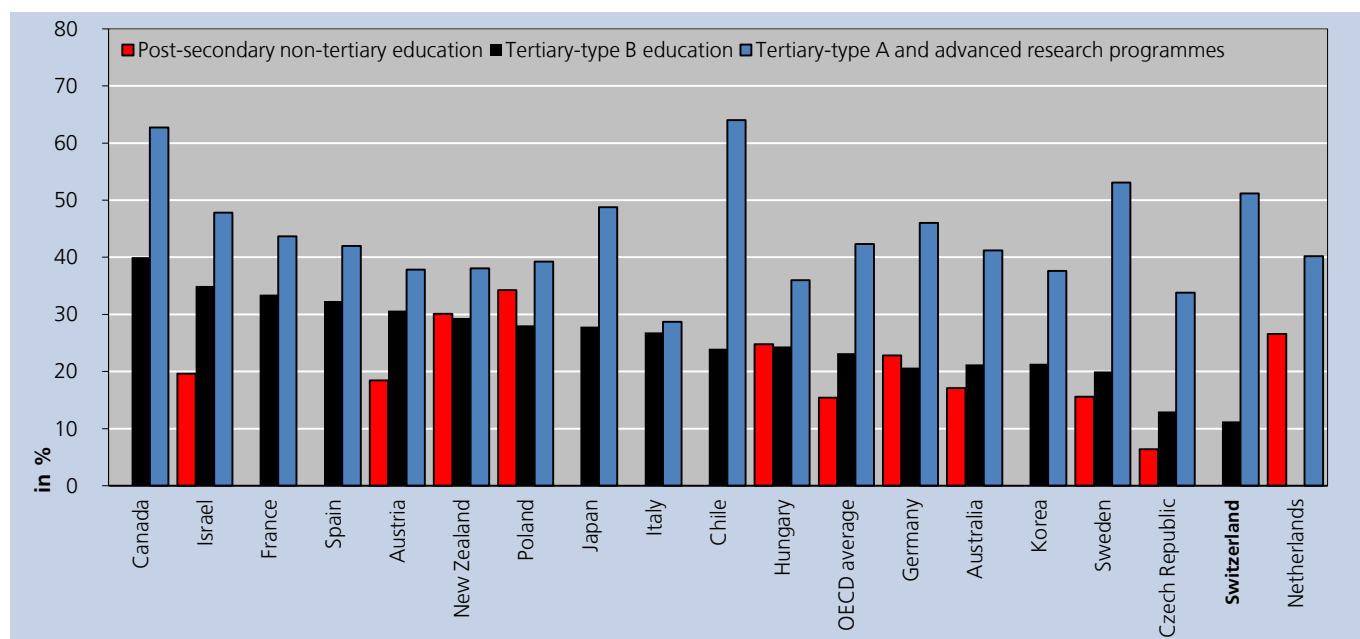
En Suisse, les employeurs et les organisations professionnelles contribuent de manière déterminante à la formulation des programmes et au financement; les besoins du marché du travail sont ainsi pris en considération. Le rapport souligne le bon ancrage institutionnel, une offre de formation continue flexible, le lien avec la pratique, et la bonne reconnaissance des diplômes, sur le plan national en tout cas.

Les obstacles financiers réduisant l'accessibilité sont relevés. Car les pouvoirs publics appuient avant tout la formation tertiaire de type universitaire (voir le tableau). Les dépenses publiques par étudiant universitaire se montent à 40% du PIB par habitant, ce qui est élevé en comparaison internationale. Elles sont de 11% pour ce qui concerne la formation professionnelle supérieure, un taux plus bas que dans tous les autres pays de l'OCDE. Les examens professionnels fédéraux et examens professionnels fédéraux supérieurs sont financés à raison de plus de 80% par des sources privées; les écoles supérieures sont subventionnées quant à elles à raison de 70% par la Confédération et les cantons.

Les conditions-cadres intercantionales sont par ailleurs très diverses, ce qui est source d'équivoque et d'injustices. Les programmes de formation professionnelle sont très différents en termes de qualité et de coût. La mondialisation et le progrès technique poussent la formation professionnelle supérieure à favoriser la reconnaissance internationale et à parfois exiger des qualifications plus élevées.

> Table des matières

Annual expenditure per student by educational institutions for all services relative to GDP per capita (2008)



06. Aide publique au développement: l'approche multilatérale est-elle la solution? «The Architecture of Development Assistance»

Les dépenses de l'Etat en faveur de l'Aide Publique au Développement (APD) ont augmenté régulièrement au cours des deux dernières décennies. Cela provient en premier lieu des investissements dans les programmes bilatéraux; les versements aux institutions multilatérales en matière de coopération au développement n'ont, eux, augmenté que de manière minimale depuis 1990. Au moment où de nombreux pays doivent se serrer la ceinture en raison de la crise financière, il est particulièrement important pour les Etats de pouvoir justifier de la manière dont cet argent a été dépensé. Pour les investissements dans les projets multilatéraux, le processus de légitimation interne est souvent plus compliqué que pour les projets nationaux classiques.

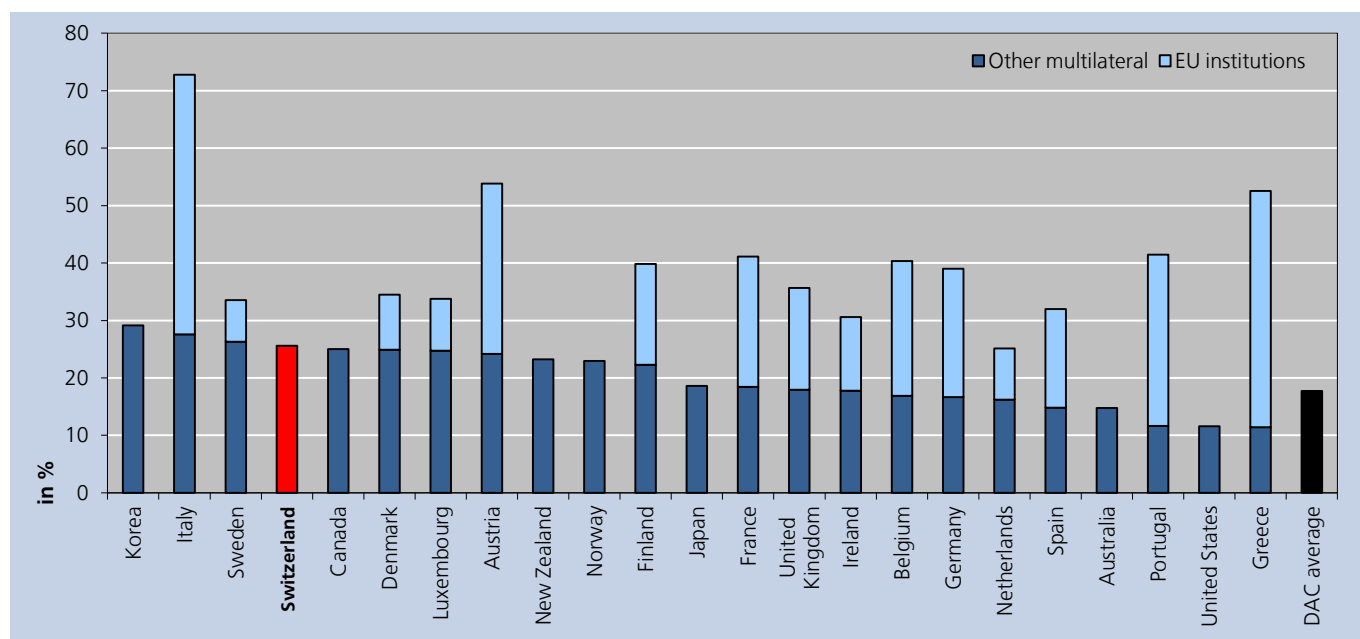
Il faut toutefois remarquer que les avantages de la coopération multilatérale au développement sont nombreux: le danger d'une instrumentalisation politique des projets de développement est plus limitée, les ressources et les connaissances techniques peuvent également être combinées, et certains problèmes globaux ne peuvent être abordés effectivement qu'à une échelle globale. Un nouveau rapport de l'OCDE «*The Architecture of Development Assistance*» montre que la Suisse a également reconnu ces avantages dans la mesure où 25% de l'APD suisse est consacrée à des projets multilatéraux (voir graphique). La Suisse se classe d'ailleurs parmi les cinq premiers membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD) si on ne compte pas les projets des institutions de l'UE comme aide multilatérale.

Pour un pays relativement petit comme la Suisse, la coopération avec les institutions multilatérales est très importante. Plus la présence dans un pays partenaire est limitée en comparaison avec les autres donateurs, et plus nombreux sont les petits projets bilatéraux qui coexistent dans un pays, plus grand est le danger de ce qu'on nomme la «fragmentation de l'aide». Selon l'OCDE, la Suisse est représentée de manière dominante dans 73% de ses pays prioritaires, alors que des pays comme l'Allemagne ou l'Autriche atteignent une proportion de 100%. Une manière de contourner ce problème est d'investir dans de grands projets administrés de manière multilatérale.

La Suisse est bien représentée dans de nombreux pays par des projets relativement de petite taille, mais cela sur une base fiable. Cela est confirmé par une autre indice du rapport de l'OCDE, qui mesure la prévisibilité de l'aide. Il est en effet d'une très grande importance pour le succès de la coopération au développement que les pays partenaires puissent compter sur un cash flow régulier, qui ne va pas se tarir subitement ou exploser. Pour 100 dollars que la Suisse budgétise pour un projet à réaliser l'année suivante, 92 dollars sont effectivement dépensés, ce qui permet à la Suisse de mieux se placer que les pays du CAD, à l'exception de la Belgique, de la Finlande et de la Suède.

> Table des matières

DAC multilateral ODA as percentage of gross ODA, 2007-09 average (excluding debt relief) constant 2009 USD

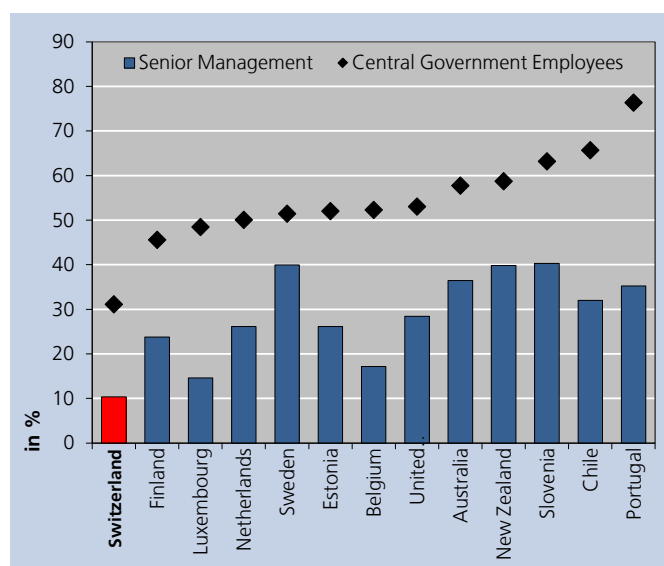


07. Egalité des sexes: il reste encore du travail! «Inégalités hommes-femmes: il est temps d'agir»

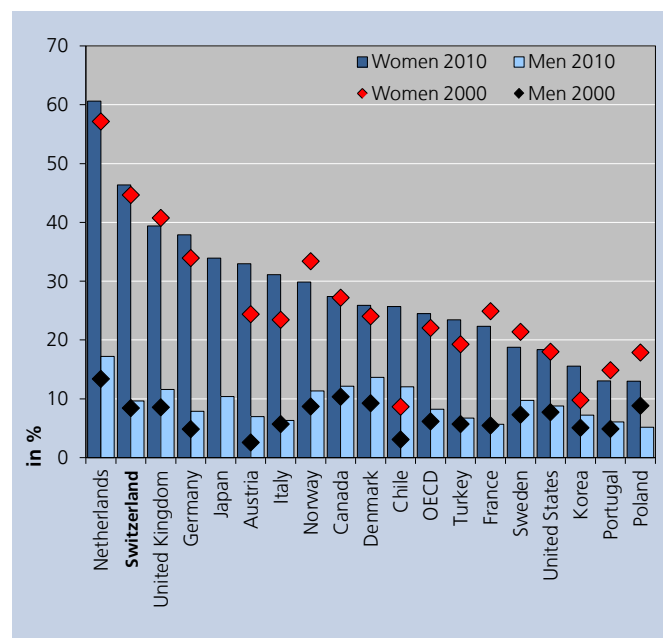
Les gouvernements des pays-membres de l'OCDE ont pris de nombreuses mesures afin d'offrir des opportunités égales aux hommes et aux femmes. Néanmoins, des progrès restent à accomplir dans différents secteurs selon les pays, comme le démontre cette nouvelle publication intitulée «*Inégalités hommes-femmes: il est temps d'agir*», présentée lors du *OECD Gender Forum* en décembre 2012. Ce nouvel ouvrage centre son analyse sur quatre domaines, à savoir l'égalité des sexes dans la croissance économique et les politiques publiques, l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat.

Plus spécifiquement, la division des genres est particulièrement apparente dans le secteur public. En effet, malgré le fait que ce secteur offre, en comparaison du secteur privé, une plus grande stabilité, une flexibilité des horaires et de meilleurs bénéfices sociaux, les femmes restent largement sous-représentées aux postes de direction. Alors qu'une partie des administrations des pays-membres de l'OCDE ont entre 45% et 65% d'employés féminins, avec un record de 75% pour le Portugal (voir graphique ci-dessous), ces administrations ne comptent qu'au maximum 40% de femmes à des postes de direction.

Percentage of women in senior management and among central government employees, 2010-11



Percentage of men and women in part-time employment, 2000 and 2010



En ce qui concerne la Suisse, le gouvernement emploie environ 30% de femmes mais elles ne sont que 10% à des postes de direction. De plus, lorsque des femmes accèdent à ces postes, la plupart travaillent dans des ministères ayant une dimension sociale comme l'éducation ou la santé et non dans des ministères dits «stratégiques» tels que l'économie ou la défense.

Une autre particularité mise en lumière par cette recherche concerne le travail à temps partiel chez les femmes. En effet, alors que la moyenne dans les pays de l'OCDE se situe autour de 25%, la Suisse, avec 45%, possède le taux le plus élevé de femmes travaillant à temps partiel après les Pays-Bas. Ce taux contraste fortement avec le nombre d'hommes travaillant à temps partiel en Suisse qui est d'environ 10% (voir graphique ci-dessus).

> Table des matières

08. Autres publications

«*Taxing Energy Use: A Graphical Analysis*»

Paris, 28 janvier 2013

«*National Accounts at a Glance 2013*»

Paris, 12 février 2013

«*Addressing Base Erosion and Profit Shifting*»

Paris, 19 février 2013

«*Economic Policy Reforms 2013: Going for Growth*»

Paris, 22 février 2013

09. Calendrier OCDE

OECD International Business Dialogue 2013: Barriers to 21st Century Commerce

Paris, 4-5 mars 2013

Sommet à niveau ministériel 2013 sur la profession de l'enseignement

Amsterdam, 13-14 mars 2013

Conférence sur l'avancement de l'agenda développement durable post-2015

Bonn, 20-22 mars 2013

9ème réunion annuelle du Forum OCDE/LEED sur les partenariats et la gouvernance locale

Dublin-Kilkenny, 26-27 mars 2013

Forum mondial sur le développement: "Innovation Approaches to Poverty Reduction, Social Cohesion and Progress in the 21st Century"

Paris, 4-5 avril 2013

Journée OCDE des statistiques

Paris, 5 avril 2013

Réunions de printemps 2013 du groupe de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire international

Washington D.C., 19-21 avril 2013